



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Le groupe AFD ET **le secteur maritime et portuaire**

(c) Venti Views sur Unsplash

Le transport maritime est au cœur du commerce international, avec plus de 80% des volumes échangés dans le monde transportés par bateau. En Europe, près de 40% des échanges transitent par les ports maritimes. Ces infrastructures portuaires représentent un moteur essentiel de la croissance économique et de l'intégration au commerce mondial. Cependant, les récents bouleversements géopolitiques et la pandémie de COVID-19 ont mis en lumière la fragilité des chaînes logistiques maritimes, soulignant notamment l'importance stratégique des ports pour assurer la résilience des échanges internationaux.

#MondeEnCommun

Le groupe AFD et le secteur maritime et portuaire

En tant qu'acteur majeur du développement économique et durable, le groupe AFD s'engage aux côtés des pays et des acteurs du secteur maritime et portuaire pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux qui le caractérisent.

Fort d'un cadre d'intervention clair et d'une expérience opérationnelle solide dans ce secteur, le groupe AFD déploie une approche aussi globale et intégrée que possible. Il s'agit ainsi pour de soutenir la modernisation et la performance d'infrastructures et chaînes logistiques essentielles au bon développement de ses partenaires à travers leur intégration au commerce international.

Cadre d'intervention

Le cadre d'intervention stratégique du groupe AFD dans le secteur maritime et portuaire s'articule autour de plusieurs axes complémentaires :

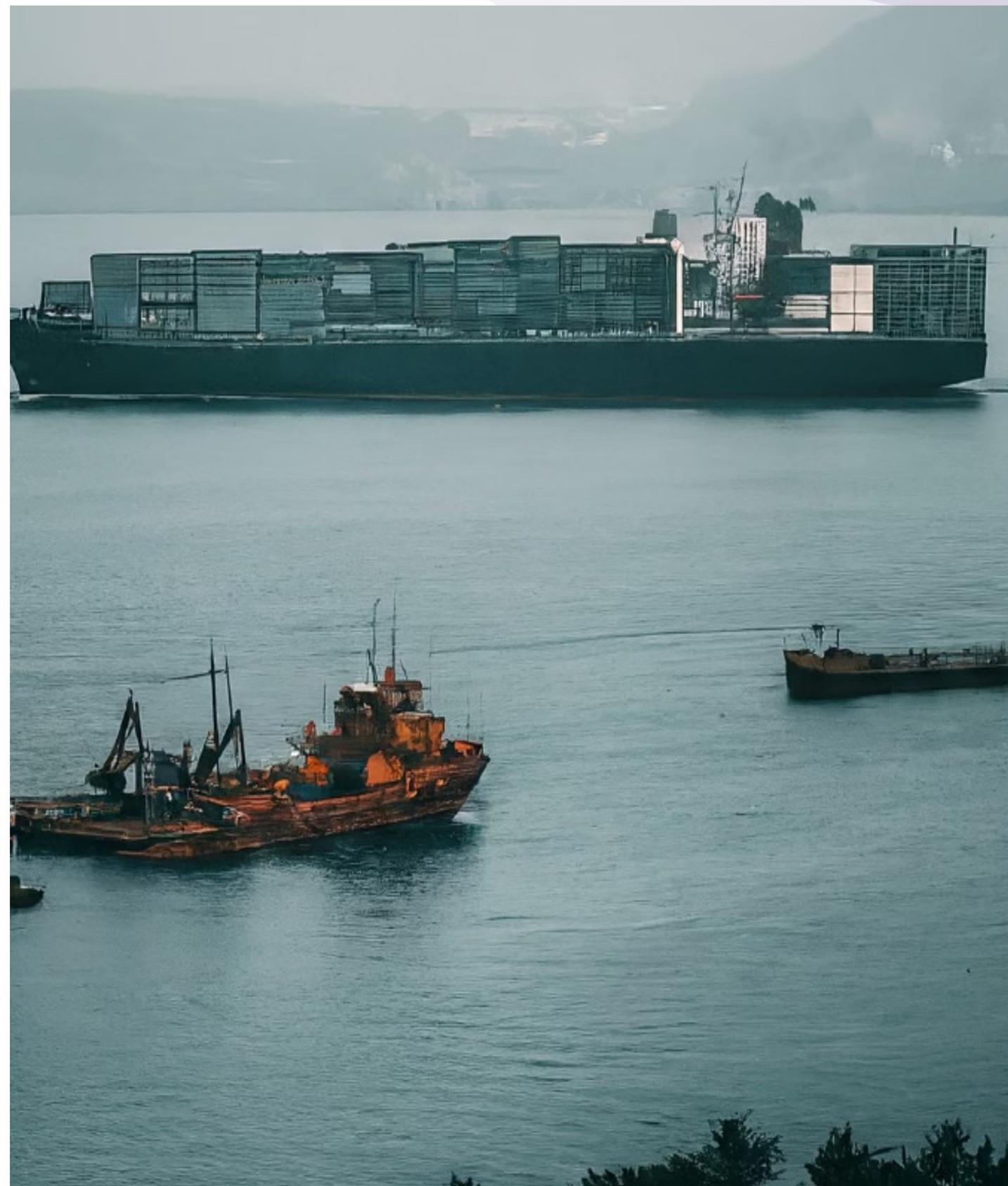
- Atteindre les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** et s'inscrire dans la dynamique **Global Gateway** de l'Union européenne, en contribuant au développement des infrastructures portuaires et de systèmes logistiques efficaces, durables et résilients. Il s'agit notamment d'améliorer la performance globale du secteur portuaire et maritime des pays partenaires pour améliorer l'intégration de leurs économies dans les échanges économiques internationaux.
- **Accompagner la transition énergétique du secteur** pour réduire son empreinte carbone et soutenir les plateformes portuaires soucieuses de réduire leurs impacts négatifs sur leur environnement.
- **Renforcer la sûreté et la sécurité portuaires et maritimes**, enjeux essentiels pour la fluidité et la fiabilité des échanges internationaux.
- **Développer l'intégration des plateformes portuaires dans leur territoire, afin de maximiser les effets d'entraînement sur l'économie et les emplois locaux.**

Pour ce faire, le groupe AFD est en mesure de mobiliser une palette d'instruments diversifiés :

Financements à des institutions publiques dans l'exercice de leur mission sous la forme de **prêts** (souverains ou non souverains, à conditions de marchés ou concessionnels) ou de **subventions** dédiés à des investissements de diverses natures (études, travaux, équipements).

Financements à des **acteurs portuaires privés** pour soutenir leur plan d'investissements avec le cas échéant des actions d'**accompagnement stratégique / technique**.

Coopération technique à travers du conseil, de l'assistance technique ou des actions de renforcement de capacités à destination notamment des autorités portuaires et institutions publiques concernées (formations, partages d'expérience entre pairs, appui institutionnel...) en mobilisant de l'expertise publique et privée.



Nos projets phares



Port de Beyrouth, Liban

Le Port de Beyrouth est un point de passage stratégique de l'économie libanaise, par lequel transitent près de 80% des flux commerciaux du pays. Suite à l'explosion dévastatrice survenue le 4 août 2020, la France s'est rapidement mobilisée aux côtés du Liban pour apporter un soutien d'urgence et engager un processus de reconstruction de ce point de passage stratégique pour l'économie du pays. Depuis 2020, le Groupe AFD, en coordination avec d'autres partenaires français, finance un programme d'assistance technique pour accompagner le port dans sa phase de reconstruction et de modernisation.

Les objectifs de ce programme de 1,5 million d'euros sont multiples. Il s'agit tout d'abord d'appuyer les réflexions relatives au réaménagement du port et à la réforme de sa gouvernance, afin de doter le Liban d'un outil portuaire performant et adapté aux défis futurs. Un accent particulier est également mis sur le renforcement de la sûreté et de la sécurité portuaires. Enfin, le programme vise à accompagner le renforcement des capacités informatiques des douanes libanaises, essentielles à la fluidité des opérations.

Dans une logique de coopération régionale, ce programme s'appuie sur l'expertise technique du Port de Marseille, avec lequel un protocole d'accord a été signé. Grâce à cette collaboration méditerranéenne, les autorités libanaises disposeront de recommandations concrètes pour la réforme du secteur portuaire, tandis que le Port de Beyrouth bénéficiera d'un plan de reconstruction et de modernisation de ses activités, notamment sur la zone non-conteneurisée. Au-delà, le projet vise à permettre au Port de Beyrouth de se conformer aux normes et standards internationaux en matière de sûreté et de sécurité portuaire.



Projets européens de sécurité maritime et portuaire

Les enjeux de sécurité maritime sont par nature transfrontaliers et nécessitent donc une réponse coordonnée sur le plan national et régional. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie maritime de l'Union européenne et partie intégrante du programme européen des routes maritimes critiques (Critical Maritime Routes – CMR) Expertise France met en œuvre plusieurs projets européens pour renforcer les coopérations nationales, régionales et supra régionales dans le domaine de la protection des infrastructures critiques et de la sécurité et sûreté maritime.

Les projets GoGIN dans le Golfe de Guinée, ESIWA et CRIMARIO dans l'Indo-Pacifique contribuent notamment au renforcement d'un dialogue et d'une culture maritime commune entre États, leur permettant de mieux appréhender leur domaine maritime. Ces deux projets ont débouché sur l'élaboration de plateformes de partage de l'information. Le projet GOGIN intervient notamment en appui au processus de Yaoundé de 2013.



(c) Rodrigue AKO



Port autonome de Pointe-Noire, Congo

Partenaires historique de l'Autorité Portuaire de Pointe-Noire (PAPN), nous avons contribué à travers deux financements octroyés en 2009 et 2016 pour un montant cumulé de 266 M€ à améliorer les capacités d'accueil (dragage et installations des terminaux conteneurs, vrac et conventionnel), l'efficacité (gestion comptable et financière, facilitation du passage portuaire) et la gestion environnementale de ce port, unique débouché maritime du Congo et principal port en eaux profondes de la sous-région. La mise en œuvre en parallèle d'une subvention de l'UE a par ailleurs permis le déplacement du port de pêche afin de résoudre les conflits d'usage avec le port de commerce.

Nos projets phares



Programme d'accompagnement de l'Agence Nationale des Ports au Maroc

Depuis 2012, nous soutenons l'Agence Nationale des Ports (ANP) dans ses investissements de maintenance, d'entretien et de développement de ses infrastructures portuaires. Nos financements ont permis de conforter les ouvrages de protection, réhabiliter les quais et terre-pleins, et créer de nouveaux ports secs. Ces investissements contribuent à améliorer la qualité de l'accueil et des services portuaires, tout en renforçant la résilience des infrastructures face aux effets du changement climatique.



Réforme sectorielle du transport maritime et de la logistique en Indonésie

Aux côtés de la Banque Mondiale et de la KfW, nous avons accordé en 2017 et 2018 deux prêts budgétaires de 150 M€ à l'Etat indonésien afin de soutenir sa réforme du transport maritime et de la logistique, secteurs stratégiques pour l'économie et le désenclavement des territoires de cet archipel. Le programme de réforme visait une modernisation en profondeur et des améliorations en termes de (1) de gouvernance et gestion des ports de commerce (2) de qualité des services logistiques et (3) de facilitation des échanges. Il a bénéficié à travers une subvention additionnelle d'assistance technique de l'expertise du Grand Port Maritime du Havre. Le programme a contribué à diminuer les temps d'attente et d'escale des navires et à développer des systèmes de gestion de qualité, et donc indirectement à réduire les émissions de CO2 et les coûts de transport induits.



Appui à Terminal Link pour l'exploitation du Port d'Umm Qasr en Irak

Nous avons accordé un prêt de 33 millions de dollars à Terminal Link (JV CMA CGM-China Merchant Ports) pour moderniser le terminal à conteneurs du port d'Umm Qasr en Irak, infrastructure vitale pour l'économie du pays marqué par des conflits et une forte dépendance au pétrole. Ce port qui existe depuis les années 1930 est en effet la principale porte d'entrée en Irak pour l'importation de biens essentiels où transitent 60% des marchandises du pays.



Soutien au développement du Port stratégique de Damiette en Egypte

Aux côtés d'investisseurs internationaux, nous soutenons le développement du port de Damiette en Égypte à travers un financement de 50 millions de dollars au concessionnaire DACT afin de développer un deuxième terminal à conteneurs et ainsi tripler sa capacité. Le projet s'attache aussi à doter DACT d'un système de gestion E&S aux meilleurs standards internationaux et soutenir le développement économique local à travers un partenariat avec des écoles professionnelles avoisinantes, le nouveau terminal représentant 2200 emplois directs et indirects.

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement durable et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation ; de sa filiale Proparco, dédiée au financement et à l'accompagnement du secteur privé ; et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions nécessaires pour un monde plus juste et résilient.

C'est avec et pour les populations que nous construisons en lien avec nos partenaires des solutions partagées dans plus de 150 pays, ainsi que dans 11 départements et territoires ultramarins français. Notre objectif ? Concilier développement économique et préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nos équipes sont engagées dans 4 200 projets sur le terrain, contribuant ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

